

le rapport de la Commission Gill, le ministre voudrait-il lui demander s'il y aurait moyen de surmonter les difficultés d'ordre administratif et procédural mentionnées dans le rapport Gill, afin de pouvoir étendre les prestations d'assurance-chômage à la main-d'œuvre agricole?

L'hon. A. J. MacEachen (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je donnerai volontiers suite aux instances du député en demandant au comité d'examiner ce problème avec une attention toute particulière, s'il ne l'a déjà fait.

EXTENSION DES PRESTATIONS AUX CANADIENS QUI TRAVAILLENT AUX ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Raymond Langlois (Mégantic): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre du Travail une question qui fait suite à la réponse qu'il a donnée au député de Compton-Frontenac, le 8 juillet, au sujet des Canadiens qui travaillent outre-frontière. Il a dit que cette question faisait l'objet de négociations depuis vingt ans. Je ne voudrais rien brusquer, mais le gouvernement ne pourrait-il pas trouver une solution définitive ou conclure une entente à ce sujet avant quinze ans?

LES FINANCES

CONSULTATION DE DIVERS SECTEURS ÉCONOMIQUES POUR LA PRÉPARATION DU BUDGET

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Michael Starr (Ontario): Je voudrais poser une question au premier ministre. Vu son communiqué d'hier selon lequel il envisage l'établissement de relations plus étroites entre les secteurs du commerce et de l'industrie et le gouvernement, en vue de l'élaboration des budgets futurs, a-t-il également l'intention d'étudier la possibilité d'établir des relations plus étroites entre le gouvernement et des secteurs tels que le travail, l'agriculture et autres qui pourraient être touchés par un tel budget?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur, je crois que la proposition de l'honorable député est excellente. Si les consultations, tout en respectant le secret, pouvaient être étendues au secteur des affaires, elles devraient également s'étendre à d'autres secteurs économiques tels que le travail, l'agriculture, etc.

L'EXPOSITION UNIVERSELLE

ÉLARGISSEMENT DES CADRES DU CONSEIL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. M. Fisher (Port-Arthur): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au [M. Rapp.]

premier ministre. Étant donné la démission du représentant de l'Ontario au sein du Conseil de l'exposition de Montréal et des indices découlant de renseignements antérieurs qui portent à croire que seules quelques provinces ou régions du Canada sont représentées au Conseil, envisage-t-il des mesures à prendre en vue d'élargir les cadres du Conseil et de régler le problème de l'unilinguisme qui semble s'y poser?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Cette question est actuellement à l'étude.

LE LAIT—REPRÉSENTANT FÉDÉRAL À L'ENQUÊTE ONTARIENNE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. D. Hales (Wellington-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Agriculture. D'après les journaux, le ministre a suscité des espoirs depuis quelque temps et j'espère qu'il pourra répondre à ma question. A-t-il pris des mesures pour qu'un représentant du gouvernement central assiste à l'enquête qui se déroule présentement sur la production et la commercialisation du lait en Ontario?

L'hon. Harry W. Hays (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ai rencontré la Ligue de l'Ontario à plusieurs reprises et la question est à l'étude. Une décision sera annoncée plus tard.

MOUTONS—INTENTION DE METTRE FIN AUX TRAVAUX À LA FERME EXPÉRIMENTALE DE SASKATOON

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Jack McIntosh (Swift-Current-Maple-Creek): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. Le ministre a-t-il reçu une communication de l'Association des éleveurs de moutons du sud de la Saskatchewan pour protester contre la fermeture envisagée de la section des moutons de la ferme expérimentale fédérale de Swift-Current? Au lieu de poser une question supplémentaire tantôt, puis-je demander au ministre s'il n'est pas d'avis qu'une telle mesure pourrait porter un dur coup à l'élevage des moutons dans l'Ouest canadien?

M. l'Orateur: L'honorable député voudrait-il inscrire cette question au *Feuilleton*?

M. McIntosh: Monsieur l'Orateur, cette question est très grave et pressante. Elle est aussi d'une importance nationale, car elle intéresse toute l'industrie de l'élevage du mouton au Canada. En outre, on me dit que les mesures envisagées vont être prises très bientôt. J'estime donc, en toute déférence, qu'il s'agit d'une question urgente.